



Aff N°: T230089298

N° chrono: 4

Date: 07/02/24

PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

Ravalement des façades et réfection des toitures de la cité d' ARES ARES (33)

MAITRE D'OUVRAGE
VERIFICA

2 IMPASSE LE MINTIER
44100 NANTES

Maître d'oeuvre

ATELIER MOREHA
30 Rue Joseph Bonnet
33000 BORDEAUX
France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE**PHASE DE CONCEPTION**

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - BORDEAUX
INSPECTION
HORGUE LAURENT
BP 3
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX

PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - BORDEAUX
INSPECTION
HORGUE LAURENT
BP 3
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	07/02/24	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	4

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général simplifié de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général simplifié de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

Risques (Arrêté du 25.02.03)	Exemples de travaux - Liste indicative - Remarques
Chute de hauteur de plus de 3 m.	<ul style="list-style-type: none"> ■ charpente, toiture, étanchéité, pylône, château d'eau, pont, ... ■ montage, démontage, utilisation d'échafaudages, de PEMP(1), de PIR (2) ■ tranchées de grande profondeur, excavations, terrain escarpé, falaises, ...
Risques d'ensevelissement ou d'enlèvement	<ul style="list-style-type: none"> ■ tranchées, fouilles, excavations, travaux en pied de talus, ... ■ travaux à proximité de stockages de matière pulvérulente, liquide, ... ■ sols mouvants, fosses, silos, ...
Risques électriques : <ul style="list-style-type: none"> ■ contact avec des pièces nues sous- tension > à la TBT (50V. alternatif) ■ à proximité de lignes aériennes ou enterrées (HTA - HTB) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ rappels (alternatif) : HTA < 50 KV - HTB > 50 KV ■ travaux sur installations électriques au voisinage de pièces nues sous tension ■ levage, manutention, montage d'éléments préfabriqués ■ utilisation de PEMP(1), de semi, de bennes, d'échafaudages, ... ■ terrassement, creusement, tranchées, forages, sondages, ... ■ travaux en façade d'immeuble
Retrait ou confinement d'amiante friable	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux impliquant un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation ■ travaux sur : calorifuge, flocage, bourre / carton d'amiante, tresse, bourrelet, textile, feutre, enduits, plâtre amianté / mortier ■ travaux de retrait avant démolition ■ travaux de fixation, d'imprégnation, d'encoffrement y compris sur installations et équipements industriels, ...
Exposition à des substances chimiques ou agents biologiques nécessitant une surveillance médicale particulière	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux énumérés par les arrêtés du 11/07/77 ou du 11/05/82 (secteur agricole). Exemples : poussières d'amiante, de bois, de silice, d'ardoise, plomb, peinture par pulvérisation, agents cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, agents biologiques pathogènes (égouts, abattoirs, aéro- réfrigérants, ...)
Démolition, déconstruction, réhabilitation impliquant les structures porteuses, d'un ouvrage ou partie d'ouvrage (Volume initial supérieur à 200m3)	<ul style="list-style-type: none"> ■ démolition totale ou partielle d'ouvrage ■ réhabilitation totale ou partielle
Montage ou démontage d'éléments préfabriqués lourds	<ul style="list-style-type: none"> ■ tous travaux au sens de l'article R.4534-103 du code du travail ■ éléments faisant partie intégrante de la construction : éléments préfabriqués en béton ou métalliques, pré-dalles, charpentes, poteaux, panneaux, etc.
Mise en œuvre d'appareils de levage de capacité supérieure à 60 tonnes mètres	<ul style="list-style-type: none"> ■ grue à tour ou mobile capable de lever 20 tonnes à 3 mètres ou 10 tonnes à 6 mètres ou 3 tonnes à 20 mètres, etc.
Reprise en sous-œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ■ tous types de travaux de reprise en sous-œuvre ■ voir article R.4534-26 du code du travail
Travaux exposant à des radiations ionisantes	<ul style="list-style-type: none"> ■ radiographies de soudures, rayons X, etc.
Risques de noyade	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux au dessus ou à proximité de l'eau : ponts, quais, piscines, berges, bacs, bassins de rétention, stations d'épuration, ...
Travaux en plongée appareillée et travaux en milieu hyperbare	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux subaquatiques : travaux fluviaux, maritimes, dans les ports, piscines, écluses, ... ■ travaux en air comprimé (percement de tunnel, locaux, enceintes ou volumes pressurisés (surpression > 0,1 bar - essais, épreuves, recherche de fuites, ...)
Travaux de puits, terrassements souterrains, tunnels	<ul style="list-style-type: none"> ■ voir les articles R.4534-40 et suivants du code du travail
Usage d'explosifs	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux publics - démolitions d'immeubles
Autre risque détecté après analyse, en concertation avec le maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> ■ interférences avec un établissement en activité : risque industriel majeur, interface avec présence de public, réseaux ferré, routier, etc.

(1) PEMP : plate-forme élévatrice mobile de personnes - (2) PIR : plate-forme individuelle roulante

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	7
1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION	7
2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	9
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	9
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	9
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	12
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	13
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	19
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	19
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	21
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	22
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	23
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE	23
3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	25
3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	26
4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	31
4.1. INTERFERENCES ENTRE PLUSIEURS OPERATIONS	31
4.2. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	31
5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	33
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	33

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	34
6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	34
7. ANNEXES	36
7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	36
7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	40
7.3. CALENDRIER DES TRAVAUX	40
7.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	40
7.5. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	40
7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	40
7.7. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	41

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1 PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

1.1.1 Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

Ravalement des façades et réfection des toitures de la cité d'ARES - ARES (33)

Descriptif de l'opération :

25 avenue de la FORET 33740 ARES

Le projet concerne le traitement des façades et la réfection des toitures de la résidence "La Cité d'Arès" à Arès. Le chantier concerne le bâtiment principal (R+1) et les annexes incluant un local et un muret situé à l'entrée

Calendrier :

Date début des travaux : premier semestre 2024

Durée totale des travaux : 6 mois

Planning - Phasage de l'opération :

Voir planning joint

Effectifs :

Effectif moyen prévisible : 6

Effectif pointe prévisible : 8

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2 Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3 Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4 Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence d'opérations menées par d'autres maîtres d'ouvrages

Présence du public, des usagers

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5 Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence d'opérations menées par d'autres maîtres d'ouvrages

Présence du public, des usagers

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1. MODALITÉS D'ACCÈS DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
56	<p>DISPOSITIONS NÉCESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISÉES PUISSENT ACCÉDER AU CHANTIER</p> <p>RAPPEL: le chantier est interdit au public. Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et, à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération - les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe - les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonnateurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis et accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter sur le chantier - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - Toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. 	Tous interv.		Durée chantier
80	<p>DISPOSITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER</p> <p>Itinéraire d'accès - Fléchage</p> <p>Le chantier se déroule dans une résidence occupée. Les véhicules devront respecter les sens de circulation, les places de stationnement et chaque livreur devra être accueilli par du personnel de l'entreprise</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	
81	<p>Dispositions particulières à l'opération</p> <p>Le balisage des zones de travail et de stockage est impératif.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	

2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
51	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER Un plan de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace	Ravalement de façade	Ravalement de façade	Durée chantier
30	Organisation générale Projet de plan d'installation de chantier Préciser sur un plan d'installation de chantier : Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site. L'emplacement des clôtures de chantier. Les accès au chantier. Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules. Les sens de circulation. Les aires d'attente et de retournement des camions et engins. Les zones de manoeuvre des véhicules et engins Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins. Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier. Les zones interdites à la circulation et au stationnement. Les zones de mise à poste des grues automotrices. Les zones interdites au survol de charges. Les zones de stockage par type de matériaux. Les zones réservées aux magasins et ateliers. Les zones de préfabrication. Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.).	Ravalement de façade	Ravalement de façade	Avt arriv. Ent
65	PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES Branchements provisoires Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'oeuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001. Il seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages.			Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

28	<p><u>Electricité</u></p> <p>L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre. Cette installation, conforme aux prescriptions réglementaires et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme accrédité. Une copie du procès-verbal de réception est à tenir à disposition sur le chantier. Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire.</p> <p>Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité conformément à la norme NF C 18-510.</p> <p>Les documents suivants seront tenus sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un plan schématique du chantier où sont indiqués en particulier les passages des câbles alimentant le chantier, • le registre de sécurité où sont consignées par ordre chronologique les dates et la nature des vérifications (1ère et 2ème vérifications- Vérification annuelle le cas échéant). • les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remèdes aux défauts constatés dans les rapports précités <p>Les entreprises communiqueront rapidement au Maître d'Oeuvre leur besoin en énergie électrique.</p> <p>L'installation comprendra de façon distincte :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Un coffret principal de puissance adaptée au chantier, à installer sous une armoire étanche verrouillée compris comptage, 2. Un départ pour l'installation électrique pour les besoins du cantonnement. 3. Départ (s) pour l'installation électrique nécessaire à (aux) engin(s) de levage fixe (grue(s) à tour) <p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</p>	Électricité	Électricité	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
19	<p>PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES</p> <p>Branchements</p> <p>A effectuer par le lot électricité conformément au CCTP</p> <p><u>Coffrets divisionnaires - composition et répartition</u></p> <p>La répartition des coffrets électriques se fera en fonction de la configuration du chantier et en respectant les principes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les postes de travail seront à moins de 25 m du coffret le plus proche • Ils comporteront (équipement minimum) un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A+ T et 1 prise 3x20 A+ T ainsi qu'un arrêt d'urgence normalisé. • Ils seront suspendus ou sur pieds. • Ils seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. <p>En cas de besoin, l'entreprise mettra à disposition de ses salariés un coffret ou des coffrets complémentaires d'alimentation électrique. Ces coffrets ne seront pas éloignés de plus de 25 ml du point de raccordement. La connexion sera compatible avec les prises existantes sur le chantier.</p>	Électricité	Électricité	Durée chantier

ZONE DE CANTONNEMENT				
36	Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.			
	Installations communes de vie collective			
5	Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .	Ravalement de façade	Ravalement de façade	Durée chantier
	<u>Vestiaires</u>			
44	Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.			Durée chantier
	<u>Réfectoire</u>			
29	Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.			Durée chantier
	Installations communes d'hygiène			
16	Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.			
	<u>Sanitaires</u>			
39	Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).	Ravalement de façade	Ravalement de façade	Durée chantier

2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
49	RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DR et DICT Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, sont soumis à certaines dispositions réglementaires. Rappel - Demande de renseignements (DR) : le maître d'ouvrage, ou le maître d'oeuvre est tenu d'effectuer, au stade de l'élaboration du projet, une demande de renseignements (DR) au moyen d'un imprimé CERFA. Cette demande doit être adressée à chacun des exploitants d'ouvrages qui ont communiqué leur adresse en mairie. Rappel - Demande d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser une demande d'intention de commencement des travaux (DICT) à chaque exploitant d'ouvrages. Cette déclaration est également effectuée sur imprimé Cerfa. Elle doit être envoyée par chacune des entreprises concernées de telle sorte qu'elle soit reçue par les exploitants d'ouvrages 10 jours au moins avant la date de début des travaux (jours fériés non compris). Les imprimés Cerfa servant à effectuer la DR et la DICT peuvent être téléchargés à partir d'Internet. Si la DICT n'est pas effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la demande de renseignements (DR), cette dernière doit être renouvelée.	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
6	RESEAU ELECTRIQUE BT, HTA ou HTB EXTERIEUR AUX OUVRAGES Demande de mise hors tension Demander à l'exploitant du réseau de mettre la mise hors tension de ce réseau au niveau du chantier pour une durée de : durée à préciser en fonction du planning prévisionnel et de délivrer "l'attestation de mise hors tension" conformément aux dispositions du code du travail. (R.4534-111 à R. 4534-116).	Toutes entrep.		Avant interv.
11	RESEAU ELECTRIQUE BTB, HTA ou HTB : EXTERIEUR OU INTERIEUR AUX LOCAUX Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informeront auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations. Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux. RAPPEL DES DISTANCES MINIMALES DE SÉCURITÉ À RESPECTER : - 3 m. pour les lignes et installations dont la tension est inférieure à 50. 000 Volts (alternatif) - 5 m. pour les lignes et installations dont la tension est supérieure ou égale à 50. 000 Volts (alternatif) - 1,50 m. pour les réseaux souterrains, lorsque le travail est effectué à l'aide d'engins mécaniques de terrassement.	Toutes entrep.		Durée chantier

2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
43	AMIANTE Incertitude quant à la présence d'amiante - Investigations complémentaires Voir :Rapport du 07/12/2023 de la mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis avant réalisation de travaux effectué par: Allee des Diagnostics 240 avenue du Medoc 33320 Eysines Absence de matériaux contenant de l'amiante	Maître d'ouvrage		
21	RISQUE BIOLOGIQUE COVID - 19 Les événements récents liés à la pandémie de Covid-19 ont amené le Gouvernement à prendre des mesures de restriction de circulation des personnes et l'accroissement des mesures d'hygiène afin de limiter l'expansion du virus. L'OPPBTP a édité un guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de Coronavirus COVID-19 validé par le ministère. Dans le contexte de cette crise sanitaire d'ampleur exceptionnelle, la mise en œuvre de ces mesures est une condition incontournable des activités du BTP. Il appartient à chaque entreprise d'évaluer sa capacité à s'y conformer et de prendre les dispositions nécessaires	Tous interv.		Durée chantier
24	Référents Covid 19 des entreprises Chaque entreprise désigne un représentant Covid 19 et définit sa mission. Ils leur donnent également des moyens et l'autorité nécessaire pour réaliser à bien leur mission Prévoir l'organisation de réunions quotidiennes avec l'ensemble des intervenants pour rappeler les gestes barrières et obtenir l'adhésion des salariés de l'opération. Transmettre au coordonnateur SPS et au Maître d'Oeuvre le nom du référent Covid 19	Toutes entrep.		Durée chantier

57	<p>Accès au chantier</p> <p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage:</p> <ul style="list-style-type: none"> mettre en place si besoin un contrôle d'accès pour identifier les personnes présentes chaque entreprise tiendra à jour la liste de ses salariés intervenants sur le chantier. les entreprises devront s'assurer quotidiennement de l'état de santé de leurs salariés et pour ce faire utiliser l'auto-questionnaire journalier de vérification de la santé du salarié établi par l'OPPBTP afin d'éviter la propagation du virus, seuls les salariés ne présentant aucun des symptômes liés à l'épidémie seront autorisés à accéder au chantier (liste des pathologies concernées consultable sur le site de l'OPPBTP). en cas de personne présentant des symptômes sur le lieu de travail : <ul style="list-style-type: none"> avertir un SST et isoler la personne dans espace séparé. désinfecter les locaux et équipements ayant pu être potentiellement contaminés par la personne dans les journées précédentes. recenser et informer les intervenants ayant pu être en contact avec la personne contaminée. cf. fiche OPPBTP. <p>Les chefs d'entreprises définiront dans leurs PPSPS, à la rubrique « risques propres », les mesures de prévention mises en œuvre pour les déplacements des salariés.</p>	Référents Covid 19 des entreprises	Durée chantier
31	<p>Gestes barrières à mettre en oeuvre</p> <p>Informez les salariés de votre entreprise de cette pandémie:</p> <ul style="list-style-type: none"> organiser des réunions journalières (quart d'heure sécurité) pour faire un point sur les consignes en cours et les difficultés à les mettre en œuvre. rappeler aux personnels la nécessité d'éviter de se toucher le visage, avec ou sans gants, et sans nettoyage préalable des mains (savon liquide ou solution hydro-alcoolique) respecter une distance minimale d'un mètre entre les personnes à tout moment et en toutes circonstances sauf consignes particulières avoir à disposition sur le chantier d'un point d'eau pour le lavage approfondi et fréquent des mains à l'eau et au savon liquide, en début de journée, à chaque changement de tâche et toutes les deux heures en cas de non port permanent des gants, après contact imprévu avec d'autres personnes ou port d'objets récemment manipulés par d'autres personnes, avec essuie-main en papier à usage unique se laver les mains avant de boire, manger et fumer tousser ou éternuer dans son coude et utiliser un mouchoir à usage unique 	Référents Covid 19 des entreprises	Durée chantier

12	<p>Affichage des consignes sanitaires dans tous les points de passage</p> <p>Mettre en place les affiches OPPBTP expliquant les consignes sanitaires à mettre en œuvre pendant la pandémie:</p> <ul style="list-style-type: none"> dans tous les lieux de vie à l'intérieur des locaux (sanitaires, réfectoires, vestiaires, salles de réunion) sur les portes extérieures de tous les locaux de vie lieux d'échanges de l'opération (tableau d'information du chantier) à proximité des points d'eau <p>En assurer l'entretien tout au long de l'opération tant que la pandémie durera</p>			Durée chantier
61	<p>Utilisation de la base vie en période de pandémie</p> <p>L'ensemble des bungalows de chantier mis à la disposition des salariés doit faire l'objet d'une surveillance accrue et respecter les règles de vie suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> planifier les heures d'arrivées et de départ des salariés pour limiter le nombre de personne dans les vestiaires, diviser par deux la capacité d'accueil simultanée dans les bungalows (utilisation des bungalows par rotation avec un nettoyage des locaux entre deux rotations) afin de respecter en toutes circonstances la distance d'1 m entre salariés organiser les ordres de passage et d'occupation des locaux (vestiaires, réfectoires) 	Toutes entrep.		Durée chantier
48	<p>Consommables Covid 19 base vie</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des distributeurs de gel ou de solution hydro alcoolique aux entrées des locaux (réfectoires, sanitaires, vestiaires, salle de réunion) Mettre en place des lingettes désinfectantes dans les toilettes Organiser l'approvisionnement journalier des distributeurs de savon liquide, papiers essuie mains, gel hydro alcoolique, lingettes Vérifier plusieurs fois par jour que les consommables sont présents et en quantité suffisante Enfermer tous les déchets susceptibles d'être contaminés (masques et gants jetables, essuie-mains usagés, lingettes...) dans des sacs étanches éliminés via la flière des ordures ménagères. 			Durée chantier
22	<p>Nettoyage de la base vie pendant cette période de pandémie</p> <ul style="list-style-type: none"> Planifier le nettoyage et la désinfection des réfectoires (micro ondes, réfrigérateurs, fontaines à eau ...) entre deux services Assurer un nettoyage quotidien de la base vie par la mise en place d'une équipe de nettoyage formée, équipée des EPI réglementaires – privilégier l'intervention d'entreprise spécialisée Prévoir un nettoyage si possible deux fois par jour, et au minimum une fois par jour, des surfaces de contact les plus usuelles (poignées de porte, rampes escalier, fenêtres, toilettes y compris toilettes mobiles, et toute autre équipement où l'on peut poser les mains...) Aérer les locaux au moins trois fois 15 minutes par jour. Les douches collectives doivent faire l'objet d'un protocole particulier, avec désinfection générale (bac, parois et pommeau) assurée deux fois par jour, et désinfection au moyen de vaporisateur par chaque usager de la douche, avant et après usage. 			Durée chantier

20	véhicules, engins de chantier, outillages Rappeler qu'en cas d'une utilisation partagée d'un véhicule, d'un engin ou d'outillage: <ul style="list-style-type: none"> prévoir la désinfection des surfaces de contact entre utilisateurs (volant, boutons de commande, poignée de changement de vitesse...) la mise à disposition de lingettes désinfectantes et de gel ou de solution hydro alcoolique, veiller à assurer la distance minimale d'un mètre entre les personnes. 	Référents Covid 19 des entreprises	Durée chantier
8	Planification Adapter la planification selon nécessité de manière à éviter les coactivités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc..., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés: <ul style="list-style-type: none"> le nombre d'entreprises ou les horaires d'activités du chantier seront modifiés en conséquence; le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc.... lors de la reprise d'activité après plus de 5 jours d'inoccupation d'un local, il n'est pas nécessaire de procéder à une désinfection des locaux, le protocole habituel de nettoyage suffit conformément aux préconisations du Guide technique. 	Maître d'œuvre	Durée chantier
17	Règles générales de prévention applicables par tous les intervenants Si une tâche prévue au planning nécessite une interaction entre plusieurs salariés d'une même entreprise ou entre plusieurs entreprises: <ul style="list-style-type: none"> un mode opératoire particulier sera à produire, un point sécurité sera réalisé avant le démarrage de la tâche en présence de tous les acteurs y compris les référents Covid 19 des entreprises concernées. Port obligatoire du masque associé à des lunettes de protection ou à un écran facial selon les préconisations du guide de l'OPPBTP . Les personnels doivent être formés à l'utilisation des masques (durée de port, procédure de mise en œuvre et de retrait selon le type de masque employé...).	Référents Covid 19 des entreprises	Durée chantier
10	Postes de travail Mettre mise à disposition des salariés le matériel suivant et en quantité suffisante à tous les postes de travail: <ol style="list-style-type: none"> essuie main papier jetable gel hydro-alcoolique en complément savon liquide + eau lingettes désinfectantes désinfectant approprié (FDS à détenir) Sacs à déchets étanches 	Toutes entrep.	Durée chantier

3	Stockages - Livraisons <ul style="list-style-type: none"> • Privilégier les chargements et déchargements de camions par une seule personne en s'assurant de la mise à disposition de moyens mécaniques. • Organiser le séquençage des livraisons en limitant les flux de façon à limiter tout contact physiques entre salariés. • Mettre à disposition un kit de protection pour les chauffeurs livreurs. 	Toutes entrep.		Durée chantier
23	Trousses de secours Covid 19 Compléter les trousse de secours de kit d'intervention de première urgence (masques, combinaisons jetables, gants latex). Préparer avec les référents Covid 19 les modes opératoires d'accueil des secours pour éviter les regroupements de personnes et ne pas contaminer les secouristes.	Référents Covid 19 des entreprises		Durée chantier

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
40	CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation CRAM R.434 .			
64	Plan de circulation Etablir un plan de circulation pour la réalisation des travaux. Privilégier la spécialisation des différentes voies de circulation dans le plan de circulation. <u>Prévoir notamment</u> : le sens de circulation les zones de manœuvre des véhicules et engins les zones de stockage les circulations des piétons et des véhicules l'organisation des manœuvres les zones tampon de stationnement à l'entrée du chantier. Ce plan de circulation sera soumis, pour avis au Maître d'oeuvre et au coordonnateur avant le commencement des travaux.	Ravalement de façade	Ravalement de façade	Avt arriv. Ent
33	CIRCULATION DES PIETONS Prévoir l'aménagement des voies et chemins d'accès reliant le cantonnement, le parking du personnel, les postes de travail et le réseau routier ainsi que leur entretien pendant la durée des travaux. Les circulations piétonnes seront séparées des voies de circulation des véhicules et engins. Les cheminements seront signalés, balisés. Ils devront rester libre de tout encombrement (matériel, câble électrique, stockage, gravats, etc.). Les voies d'accès seront constamment praticables.			Durée chantier
67	MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES Echafaudage commun Les échafaudages mis à la disposition des entreprises pendant les travaux seront montés, réceptionnés et utilisés conformément aux dispositions du Code du Travail (articles R 4323- 69 à 4323-80) Les échafaudages seront installés sur la périphérie des bâtiments pour permettre les travaux en façades et sur les toitures. En fonction de la pente du toit et pour éviter l'effet "toboggan", ils seront munis de garde-corps complémentaires surélevés et de filets de retenue sur le dernier niveau (maille 10 x 10) . Tous les accès au bâtiment seront munis d 'auvents de protection ou de pare-gravois préservant les piétons des chutes éventuelles d'objets et de matériaux. Les échafaudages seront munis de pancartes signalétiques interdisant aux personnes non autorisées de monter sur l'échafaudage: <ul style="list-style-type: none"> accès interdit, échafaudage en cours de montage puis accès interdit aux personnes non autorisées 			

68	<p><u>Planification</u></p> <p>Les opérations de pose/dépose des échafaudages sont identifiées dans le planning général de travaux et feront l'objet avant leur exécution d'une réunion de planification entre tous les utilisateurs, l'OPC, le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.</p>	Couverture Ravalement de façade	Maître d'œuvre
69	<p>Vérifications réglementaires : généralités</p> <p>Faire vérifier les tours escaliers, plateformes et échafaudages avant mise ou remise en service, puis périodiquement pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004 :</p> <p><u>VÉRIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE :</u></p> <p>examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant la 1ère utilisation ; - à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ; - En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ; - A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ; - A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois. <p><u>VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ; - quotidiennement (examen de l'état de conservation). <p>Vérifications journalières</p>	Couverture Ravalement de façade	Couverture Ravalement de façade
70	<p>Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la vérification journalière avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).</p>		

63	<p>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</p> <p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs suivants, qui permettent de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réalisation des protections collectives définitives, intégrées dans l'ouvrage (allège, relevé de bardage, garde-corps définitif, barreaudage en sous face des ouvrants en toiture, etc ...) sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en oeuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - L'entrepreneur qui investit une zone de l'ouvrage afin d'y réaliser des travaux doit vérifier, avant d'autoriser ses salariés à accéder et travailler dans cette zone, qu'elle ne présente aucun danger. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsqu'elles s'avèrent inadaptées aux risques encourus ou insuffisantes, à mettre en oeuvre à ses frais, les dispositifs de protection nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin. 	Toutes entrep.		Durée chantier
46	<p>UTILISATION D'ENGINS D'ELEVATION DES PERSONNES</p> <p>La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage est réservée aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate. Cette formation doit être complétée et réactualisée chaque fois que nécessaire. Les dispositions de la recommandation CNAM R.386 Utilisation des plates-formes élévatrices mobiles de personnes (PEMP) seront appliquées</p> <p>Lorsqu'une entreprise est responsable de la mise à disposition du moyen mis en oeuvre, les autres entreprises utilisatrices doivent contracter une convention avec l'entreprise responsable du moyen. La mise à disposition inclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'installation du moyen et la vérification réglementaire, la maintenance, la conformité à la réglementation, la conduite de l'appareil éventuellement. <p>La convention prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> la responsabilité de chacun en termes de conduite, manoeuvre, vérification, utilisation du moyen de levage et de transport, modalités de formation. 	Tous interv.		Durée chantier

3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFÉRENTS MATÉRIEL ET MATÉRIELS - MESURES DESTINÉES À LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
45	UTILISATION D'ENGINS DE LEVAGE Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir la stabilité de l'équipement de travail durant son emploi dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis. Toutes mesures seront prises et toutes consignes seront données pour que, à aucun moment, les organes des équipements de travail servant au levage de charges, quels qu'ils soient, ainsi que les charges suspendues ne puissent entrer en contact direct ou provoquer un amorçage avec les parties actives d'installations électriques non isolées, ou détériorer les installations électriques environnantes. Si deux ou plusieurs équipements servant au levage de charges non guidées sont installés ou montés sur un lieu de travail de telle façon que leurs champs d'action se recouvrent, des mesures doivent être prises pour éviter les collisions entre les charges ou avec des équipements de travail eux-mêmes. Les appareils, accessoires de manutention doivent être conformes à la réglementation et aux normes. Equipements concernés : Tous engins de chantier, les grues sur véhicule porteur, les chariots élévateurs à conducteur porté, les appareils mus à bras (palans, tire-fort, crics, vérins,), les engins de terrassement lorsqu'ils sont équipés pour le levage, les nacelles élévatrices mues par une autre énergie que la force humaine, les monte-matériaux (treuils, trans-palettes, palans avec point d'ancrage- adaptés, etc). Lorsqu'une charge doit être levée simultanément par deux ou plusieurs équipements de travail servant au levage de charge non guidées, une procédure doit être établie et appliquée pour assurer la bonne coordination des opérateurs et des opérations.	Toutes entrep.		Durée chantier
71	MESURES DESTINÉES À LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES Monte matériaux L'entreprise chargée de mettre en place un monte matériaux de chantier prévoira avant la mise en service du matériel : - les vérifications réglementaires (solidité des points d'accrochage, vérification électrique) et tiendra les compte-rendus à disposition sur le chantier; - les consignes d'utilisation et l'affichage de ces consignes ; - la personne chargée de la maintenance, de l'entretien, des dépannages.	Couverture	Couverture	

3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
32	APPROVISIONNEMENTS - STOCKAGES L'organisation des approvisionnement et stockage se fera en fonction de l'analyse des besoins (démarche logistique de chantier), celle ci permettra de déterminer la circulation et le transport des personnes, la nature et les caractéristiques des charges,	Toutes entrep.		Avant interv.

72	APPROVISIONNEMENTS Livraisons - Approvisionnements Préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté pour celle-ci, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès à la demande du négociant. Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	
----	---	-------------------	-------------------	--

3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
66	EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied. Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...). Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	
41	EVACUATION - ENLEVEMENT DES DECHETS L'évacuation des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc se fera impérativement dans le cadre des horaires normaux et effectuée régulièrement et en tout état de cause quotidiennement puisque chaque entreprise réalise l'évacuation de ses gravats de sa zone d'intervention vers l'ensemble de bennes mis à disposition.	Toutes entrep.		Durée chantier

3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
62	<p>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</p> <p>De manière générale, tout entrepreneur intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent inadaptées aux risques encourus ou insuffisantes, à mettre en oeuvre à ses frais, les dispositifs de protection nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des personnes intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent.</p> <p>En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'oeuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Le coût de l'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également mis à la charge de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
9	<p>UTILISATION DES ACCES PROVISOIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC MESURES GENERALES</p> <p>Les accès provisoires (escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages,...), qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent restés libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils,... afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation.</p> <p>Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier

59	UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire : MESURES GENERALES Rappel : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique. Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement , afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs. La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation. Toute personne constatant une anomalie, un défaut, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.	Toutes entrep.		Durée chantier
----	--	----------------	--	----------------

3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
27	UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un même équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.	Toutes entrep.		Durée chantier

4	MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier : <ul style="list-style-type: none"> la date de mise à disposition les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc... 	Toutes entrep.		Durée chantier
---	--	----------------	--	----------------

3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
38	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES, REGARDS Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré- dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...). Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage solidement fixé (petite trémie de section < à 1m²), soit par garde-corps (grande trémie de section > à 1m²).	Toutes entrep.		Durée chantier
7	TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque : <ul style="list-style-type: none"> en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail. 	Toutes entrep.		Durée chantier

73	<p>TRAVAUX GÉNÉRANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES</p> <p>Silice Cristalline</p> <p>Afin d'éviter les risques liés à la propagation des poussières susceptibles de contenir de la silice cristalline, les mesures de prévention ci dessous sont à mettre en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Planifier les tâches émettrices afin d'éliminer la co-activité. • Mettre en oeuvre prioritairement des modes opératoires à l'humide. • Utiliser des équipements intégrant une aspiration à la source. • Nettoyer régulièrement la zone de travail et les zones à proximité à l'aide d'aspirateur équipé de filtre à très haute efficacité. • Porter des équipements individuels de protection respiratoire. • Organiser un contrôle régulier de l'empoussiérement afin de respecter la VLEP. 	Entrep. concernée	Entrep. concernée	
53	<p>RISQUES LIÉS À LA CO- ACTIVITÉ : PLANNING</p> <p>En conformité avec les principes généraux de prévention, la planification des travaux devra être conçue de manière à éviter les co activités.</p> <p>L'élaboration du planning devra tenir compte des éventuelles interventions simultanées dans une même zone et à des niveaux différents.</p> <p>Le phasage et le planning (documents remis avant tout début de travaux) préciseront les périodes et les zones affectées aux différents travaux. Ils seront conçus de manière à éviter tous travaux superposés.</p> <p>L'entreprise sera tenue de concevoir et programmer ses interventions en interdisant à son personnel d'exécuter des tâches à des niveaux différents dans une même zone.</p> <p>Le planning fera apparaître les mesures de prévention (moyen d'accès, garde-corps, présence de la ou des grues,)</p> <p>L'entreprise sera tenue de concevoir et programmer ses interventions en interdisant à son personnel d'exécuter des tâches à des niveaux différents dans une même zone.</p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

50	<p>RISQUES LIÉS À LA CO-ACTIVITÉ : RÈGLES GÉNÉRALES</p> <p>La co-activité est dite simultanée lorsque plusieurs entreprises travaillent au même moment dans une même zone, des zones contiguës ou superposées. Elle est dite successive lorsque plusieurs entreprises travaillent successivement sur le chantier et lorsque l'une d'entre elles laisse subsister un risque pour les autres intervenants du chantier.</p> <p>Les risques de co-activité imposent la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la planification des interventions d'entreprises sera organisée de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. Les travaux superposés ainsi que les travaux incompatibles seront interdits. - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, seront autant que possible, préférées à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. La réalisation de ces éléments définitifs sera planifiée et prévue au plus tôt dans le déroulement du chantier afin de pouvoir être utilisés par le plus grand nombre d'intervenants. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les entreprises exposées (PPSPS Partie « Risques exportés »). - chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - L'entrepreneur qui investit une zone de l'ouvrage afin d'y réaliser des travaux doit vérifier, avant d'autoriser ses salariés à accéder et travailler dans cette zone, qu'elle ne présente aucun danger. <p>Dans tous les cas chaque entreprise s'assurera de la présence des protections collectives avant toute intervention dans une zone du chantier. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent inadaptées aux risques encourus ou insuffisantes, à mettre en œuvre à ses frais, les dispositifs de protection nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.</p>	Toutes entrep.	Durée chantier
79	<p>Projection de matières</p> <p>Lorsque des travaux présentant des risques de projection sont accomplis sur un chantier, mettre en œuvre des systèmes anti-projection.</p> <p>A défaut d'écrans protecteurs, délimiter et signaler convenablement les zones dangereuses.</p>	Couverture Ravalement de façade	Couverture Ravalement de façade
77	<p>Travaux par point chaud</p> <p>Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail pour tout travail par point chaud (soudure, meulage..).</p> <p>Utiliser des équipements de soudure conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée

42	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR <p>La protection collective doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les protections, qu'elles soient définitives ou provisoires, puissent servir de moyen principal de protection contre les chutes de hauteur aux intervenants sur le chantier. La prévention des risques de chute de hauteur est assurée par des garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; - Une main courante ; - Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. <p>Lorsque la mise en oeuvre de garde-corps est impossible, des surfaces de recueil souples peuvent être installées de manière à éviter une chute de plus de 3 m.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
13	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES <p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage doivent être effectués sous la direction d'une personne compétente par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité adéquate et spécifique. Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions de la recommandation CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" seront appliquées. Cette recommandation mentionne les mesures de prévention à mettre en oeuvre, notamment les vérifications réglementaires obligatoires de sécurité, avant mise en service, quotidiennes et trimestrielles, et donne les outils nécessaires à l'élaboration d'un cahier des charges d'un lot échafaudage, ainsi qu'un canevas de procès-verbal de réception de ces équipements. Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage doivent être effectués sous la direction d'une personne compétente par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité adéquate et spécifique.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
78	Panneau d'identification <p>Mettre en place le panneau réglementaire</p>			
18	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP <p>La conduite des PEMP présentant des risques particuliers, en raison de leurs caractéristiques ou de leur objet est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise. Le certificat d'aptitude à la conduite en sécurité d'une PEMP d'un type donné à élévation multi-directionnelle autorise la conduite d'une PEMP de même type d'élévation suivant un axe vertical. Le titulaire d'un CACES de PEMP s'élevant suivant le seul axe vertical ne peut pas prétendre à la manoeuvre d'une plate-forme d'élévation multi-directionnelle. L'employeur s'assure que le personnel d'encadrement du chantier, conducteur de travaux et chef d'équipe notamment, a les connaissances relatives aux conditions d'utilisation des PEMP (y compris installation et repli des appareils).</p>	Toutes entrep.		Durée chantier

74

Consignes d'utilisation des PEMP

Tenir à disposition des organismes de prévention et du CSPS, sur le chantier, les autorisations de conduite ainsi que le dernier rapport de vérification de l'équipement et sa notice.

- Baliser la zone d'évolution de la PEMP ainsi que la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail

- Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP.

- Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise.

- Il est interdit de sortir du panier de la nacelle, à l'exception des PEMP adaptées et conformes à cette disposition.

- Prévoir la présence au sol d'un opérateur supplémentaire pour alerter les secours en cas de besoin et assurer la surveillance de l'environnement

4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1. INTERFERENCES ENTRE PLUSIEURS OPERATIONS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
1	MULTIPLICITE DE MAITRES D'OUVRAGE Rappel : Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci se concertent afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions. Lorsque d'autres opérations sont prévues et qu'elles sont susceptibles d'interférer avec le chantier, les informations relatives à ces opérations devront être portées à la connaissance du coordonnateur SPS et du maître d'oeuvre par le maître d'ouvrage.			

4.2. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
60	DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALIZATION DES ZONES DANGEREUSES Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier. En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, itinéraires, zones interdites, matérialisation des zones dangereuses, accompagnement, consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
55	Matérialisation des zones dangereuses Matérialiser les zones présentant un risque pour la sécurité ou la santé des occupants. Mettre en place une signalétique adaptée caractérisant la nature du risque : <ul style="list-style-type: none"> • panneaux attention chantier interdit au public • • protection mécanique 	Entrep. concernée	Entrep. concernée	

58	RESPONSABILITÉ TRAVAUX EN SITE OCCUPÉ <p>Tout accès par d'autres itinéraires que ceux prescrits dans le plan d'installation de chantier sont strictement interdits.</p> <ul style="list-style-type: none"> Les entreprises intervenantes rappelleront à leurs salariés que l'accès dans les bâtiments existants est formellement interdit en dehors des heures de travail. Le responsable de chaque entreprise rappellera à son personnel, l'interdiction de pénétrer dans les zones autres que celles affectées au déroulement du chantier. Les éventuels travaux devant s'effectuer dans le bâtiment en site occupé (raccordement électriques, eau etc.) se feront obligatoirement en liaison avec les responsables du site, la Maîtrise d'Ouvrage et après établissement de consignes particulières. 	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	
75	DANGERS SPECIFIQUES : ADAPTATION MATÉRIELS, INSTALLATIONS, MODALITÉS D'INTERVENTION <p>La nature et la proximité des activités de l'établissement interfèrent avec le chantier ce qui implique de mettre en œuvre certaines mesures de prévention. Après concertation avec le chef d'établissement, ces mesures pourront porter sur l'adaptation des matériels, des installations et des conditions d'intervention.</p> <p>Nuisances</p> <p><u>Bruit</u></p>			
76	<p>Voir arrêté de la mairie d'ARES pendant la période estivale</p> <p>Horaires des travaux à définir en phase de préparation de chantier afin de tenir compte de la présence des résidents</p>	Maître d'oeuvre		
14	DOCUMENTS ET CONSIGNES REMIS PAR LE CHEF D'ÉTABLISSEMENT EN ACTIVITÉ APPLICABLES AU CHANTIER <p>Procédures</p> <p><u>Consignation des réseaux</u></p> <p>Nous communiquer la procédure relative à la consignation des réseaux sur lesquels ou à proximité desquels les entreprises du chantier auront à intervenir.</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	

5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
26	MOYENS D'ALERTE Des mesures communes d'organisation doivent être prises pour l'appel des secours ainsi que pour l'évacuation des travailleurs.			Ph. préparation
52	SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux.			Durée chantier

6. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

6.1. MODALITÉS DE COOPÉRATION : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
54	MODALITÉS PRATIQUES DE COOPÉRATION ENTRE LES INTERVENANTS <u>Art. L. 4121-5.</u> Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : - de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux. - de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants.	Toutes entrep.		Avt arriv. Ent
25	Réponses aux observations du coordonnateur SPS Nous vous rappelons que vous devez apporter par écrit au coordonnateur les réponses aux observations vous concernant, conformément aux dispositions de l'article R. 4532-38 du code du travail. Veuillez utiliser la fiche réponse jointe aux observations qu'il vous a transmises, la compléter, et la lui retourner par mail.	Toutes entrep.		Durée chantier
15	MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par courriel . Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par courriel. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS . Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et pourront comporter des pièces jointes au format .pdf et/ou .doc, dans lesquels "nom.prénom" correspond au nom et au prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.	Toutes entrep.		Durée chantier
35	PPSPS Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.	Toutes entrep.		Avt arriv. Ent
34	Remise du PPSPS au coordonnateur Chaque entreprise prépare un projet de PPSPS qu'elle présentera lors de l'inspection commune avant démarrage de l'intervention.			

	INSPECTION COMMUNE			
47	Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.	Toutes entrep.		Avt arriv. Ent
37	Demande d'inspection commune avant démarrage travaux Toute entreprise n'ayant pas réalisé son inspection commune et devant débiter son intervention ou devant faire débiter son sous-traitant doit obligatoirement prendre rendez vous avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention , pour effectuer l'inspection commune.	Toutes entrep.		Durée chantier

7. ANNEXES

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	VERIFICA 2 IMPASSE LE MINTIER 44100 NANTES France		0240436983
Maître d'ouvrage personne physique	VERIFICA 31, rue du Corps de Garde 44100 NANTES France	Mme AUBERI DE FAULTRIER	0240436983 assistanteprojets@verifica.fr
Maître d'oeuvre	ATELIER MOREHA 30 Rue Joseph Bonnet 33000 BORDEAUX France	M. HAFIDI Driss	0533095927 0610684179 d.hafidi@moreha.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - BORDEAUX INSPECTION BP 3 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX France	M. HORGUE LAURENT	laurent.horgue@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - BORDEAUX INSPECTION BP 3 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX France	M. HORGUE LAURENT	laurent.horgue@apave.com

7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE NOUVELLE AQUITAINE 118 cours du maréchal Juin 33000 BORDEAUX France		0556000823 dreet-na.pole3E@dreet.gouv .fr
CRAM	CARSAT AQUITAINE 80 Avenue de la Jallère 33053 BORDEAUX CEDEX France		0556116400 0556395593 prevdir@carsat-aquitaine.fr
OPPBTP	OPPBTP AGENCE NOUVELLE AQUITAINE Immeuble " Les bureaux du Tasta" 9 rue Raymond Manaud Bâtiment C 4.4 - 1er étage 33524 BRUGES CEDEX France		0556340349 0556344208 nouvelleaquitaine@oppbtp.fr

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

7.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	Ravalement de façade	<i>Non désigné</i>							
02	Couverture	<i>Non désigné</i>							
03	Étanchéité	<i>Non désigné</i>							
04	Électricité	<i>Non désigné</i>							

7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Les documents de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante communiqués par le maître d'ouvrage sont joints au DCE.

7.3. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- voir document joint en annexe.

7.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

7.5. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

PLAN PARTICULIER SIMPLIFIE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Tous les entrepreneurs, indépendants compris, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en fonction :

- des contraintes propres à l'opération
- des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise.
- des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en oeuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS est tenu à jour durant le chantier : il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document les consignes résultant de l'inspection.

Chaque entreprise intervenante devra diffuser son PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffusera son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (Ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur de sécurité transmettra aux entrepreneurs, ou laissera en consultation sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.

7.7. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES**Fichier(s) en annexe**

06-Cité d'Arès Planning travaux

La Cité d'Arès

PLANNING PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Version APD

Date 22/12/2023

Lots / mois	2024											
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12
Préparation												
Couverture												
Batiment principal												
Etanchéité												
Local Boxes												
Electricité												
Reprise des Terres												
Eclairage												
Ravalement des Façades												
Façades sur jardin												
Pignons												
Façade sur parking												
SEL balcons												
Batiment Boxe												
Murets												
Réception												

Periode esival avec restriction de travaux bruyant par arrêté municipal

P

Préréception

R

Réception

NB : hors intempéries et congés d'été